

Annexes

- Annexe 1 Sommaire

- Annexe 2 Repères chronologiques

- Annexe 3 Glossaire

- Annexe 4 Table de concordance des cotes

- Annexe 5 Tableau des magistrats nommés au Tribunal de première instance de Fougères (classement par date de nomination)

Sommaire

Parquet	3 U 1/ 1-3
Administration générale.....	3 U 1/ 1-35
Règlementation	3 U 1/1-11
Correspondance générale	3 U 1/12-19
Comptabilité	3 U 1/20-23
Bibliothèque	3 U 1/24
Jury d'assises	3 U 1/25-34
Affaires administratives	3 U 1/35
Personnel	3 U 1/ 36-86
Personnel des juridictions	3 U 1/36-48
Auxiliaires de justice	3 U 1/49-86
Surveillance de la vie publique	3 U 1/ 87-99
Presse	3 U 1/87
Grèves et mouvements sociaux	3 U 1/88
Elections	3 U 1/89-93
Déclarations administratives	3 U 1/94-96
Congrégation religieuses	3 U 1/97-98
Faits de guerre, mise sous séquestre des biens allemands et austro-hongrois	3 U 1/99
Surveillance pénale	3 U 1/ 100-107
Condamnés mobilisés	3 U 1/100
Amnisties	3 U 1/101
Recours en grâce	3 U 1/102
Libérations conditionnelles	3 U 1/103
Réhabilitations	3 U 1/104
Contrôle des mouvements de la population carcérale	3 U 1/105-107
Fonctionnement des services	3 U 1/ 108-124
Résumé des travaux des affaires civiles, commerciales et correctionnelles	3 U 1/108
Statistiques civiles et commerciales des tribunaux	3 U 1/109-123
Statistiques criminelles	3 U 1/124
Instruction	3 U 1/ 125-157
Notices des jugements rendus par le tribunal	3 U 1/125
Procès-verbaux de gendarmerie et de police	3 U 1/126-154
Etats récapitulatifs des contraventions constatées par la gendarmerie	3 U 1/155
Signalements reçus de la gendarmerie et de la police	3 U 1/156

Recherches dans l'intérêt des familles, enquêtes sur des individus	3 U 1/157
Etat et capacités des personnes	3 U 1/ 158-190
Etat civil	3 U 1/158-180
Capacité des personnes	3 U 1/181-190

Greffe civil..... 3 U 1/ 191-1027

Fonctionnement de la juridiction 3 U 1/ 191-225

Délibérations et arrêtés du tribunal	3 U 1/191-196
Projets de règlements	3 U 1/197
Audiences solennelles de rentrée du greffe civil.....	3 U 1/198
Inventaire des minutes, registres et procédures.....	3 U 1/199
Etats des affaires civiles de 1877 et 1878 à terminer	3 U 1/200
Relations avec les administrations	3 U 1/201
Récusation des magistrats.....	3 U 1/202
Enregistrement des dépôts, actes et jugements.....	3 U 1/203-225

Formalités d'enregistrement et de contrôle..... 3 U 1/ 226-443

Personnel des juridictions, officiers ministériels, fonctionnaires, agents assermentés, militaires	3 U 1/226-234
Médecins, officiers de santé, sages-femmes, pharmaciens	3 U 1/235-237
Insinuation des donations entre vifs.....	3 U 1/238-241
Election de domicile	3 U 1/242
Dépôt d'actes.....	3 U 1/243-436
Droits de greffe	3 U 1/437-440
Actes et jugements non soumis à la formalité du timbre.....	3 U 1/441
Demandes d'expédition par les avoués ou mandataires de parties	3 U 1/442
Affaires civiles non soumises au rôle général (enquêtes, requêtes)	3 U 1/443

Actes de justice..... 3 U 1/ 444-680

Affirmations de voyages.....	3 U 1/444
Interdiction d'aliénés	3 U 1/445-449
Assistance judiciaire	3 U 1/450-454
Créances	3 U 1/455-526
Cautionnement	3 U 1/527
Expertises	3 U 1/528-553
Enquêtes et contre-enquêtes.....	3 U 1/554-575
Arbitrage : sentences arbitrales, rapports d'arbitres	3 U 1/576-577
Qualités des jugements civils et commerciaux	3 U 1/578-592
Expropriations pour cause d'utilité publique	3 U 1/593-611
Baux commerciaux, ruraux et loyers	3 U 1/612-617
Séparations de biens et de corps, divorces.....	3 U 1/618
Successions et communautés.....	3 U 1/619-642
Successions vacantes	3 U 1/643
Liquidations et partages.....	3 U 1/644-647
Testaments	3 U 1/648-653

Inscription de faux et vérification en écriture	3 U 1/654-656
Tutelles	3 U 1/657
Demandeurs et défendeurs.....	3 U 1/658-667
Défaut de comparaître, congé faute de comparaître.....	3 U 1/668-671
Allocations militaires journalières aux soutiens de famille.....	3 U 1/672-677
Dépôts et retraits de documents et d'objets au greffe	3 U 1/678
Actes divers.....	3 U 1/679-680

Audiences	3 U 1/ 681-704
Rôles généraux pour l'inscription des causes civiles et commerciales.....	3 U 1/681-695
Rôles d'audiences	3 U 1/696-698
Répertoires chronologiques des audiences	3 U 1/699-703
Pointes.....	3 U 1/704

Jugements civils et commerciaux, procédures civiles.....	3 U 1/ 705-1027
Jugements.....	3 U 1/705-947
Procédures civiles	3 U 1/948-1027

Juridiction civile spécialisée

Tribunal civil jugeant commercialement..... 3 U 1/ 1028-1168

Formalités d'enregistrement et de contrôle.....	3 U 1/ 1028-1078
Registre du commerce	3 U 1/1028-1042
Registre des métiers.....	3 U 1/1043-1044
Marques de fabrique, dessins et modèles industriels	3 U 1/1045-1046
Sociétés	3 U 1/1047-1077
Emancipation de mineurs autorisés à exercer le commerce	3 U 1/1078

Audiences	3 U 1/ 1079-1095
Rôles des causes commerciales.....	3 U 1/1079-1093
Répertoires des actes ou jugements commerciaux.....	3 U 1/1094-1095

Actes de procédure	3 U 1/ 1096-1168
Affaires commerciales, dossiers préparatoires des avoués, jugements.....	3 U 1/1096
Ventes et nantissements de fonds de commerce	3 U 1/1097-1109
Faillites et liquidations judiciaires.....	3 U 1/1110-1166
Règlement transactionnel	3 U 1/1167
Pièces justificatives	3 U 1/1168

Greffe correctionnel 3 U 1/ 1169-1839

Instruction	3 U 1/ 1169-1177
Pièces à conviction	3 U 1/1169-1172
Enregistrement des pièces délivrées	3 U 1/1173-1174
Cautionnement pour la liberté provisoire	3 U 1/1175
Liquidation des frais d'instruction des procédures correctionnelles	3 U 1/1176

Consignation des frais par les parties civiles en matière criminelle 3 U 1/1177

Audiences 3 U 1/ 1178-1188

Répertoires correctionnels 3 U 1/1178-1186

Registres des rôles correctionnels 3 U 1/1187-1188

Jugements 3 U 1/ 1189-1315

Affaires poursuivies à la requête du ministère public et des parties civiles 3 U 1/1189-1308

Exécution des peines..... 3 U 1/1309-1315

Procédures 3 U 1/ 1316-1835

Inventaire des pièces de procédure déposés au greffe de la Cour royale de Rennes 3 U 1/1316

Instruction des affaires correctionnelles 3 U 1/1337-1736

Instruction des affaires correctionnelles terminées par un non-lieu ou sans suite 3 U 1/1337-1882

Amnistie..... 3 U 1/1833-1834

Banqueroute de la manufacture de chaussures Haudebert-Pitois : dossiers préparatoires 3 U 1/1835

Appel et opposition 3 U 1/ 1836-1839

Déclarations d'appel de jugements correctionnels 3 U 1/1836-1837

Renvois à la Cour d'assise..... 3 U 1/1838-1839

Juridiction pénale spécialisée

Tribunal pour enfants et adolescents 3 U 1/ 1840-1842

Décisions de la chambre du conseil suite à des infractions 3 U 1/ 1840

Liberté surveillée..... 3 U 1/ 1841

Assistance publique 3 U 1/ 1842

Annexe 2

Repères chronologiques

Loi du 27 ventôse an VIII (18 mars 1800) : mise en place dans chaque arrondissement les tribunaux de première instance.

Loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804) : rétablissement des écoles de droit public qui délivraient les grades de bachelier, licencié et docteur. Nul ne pourra être juge ou avocat sans licence de droit.

30 ventôse an XII (15 mars 1803) : promulgation du Code civil.

24 avril 1806 : promulgation du Code de procédure civile.

21 septembre 1807 : promulgation du Code du commerce.

1808 : Code d'instruction criminelle.

1810 : Code pénal. Nouvelle organisation judiciaire (tribunaux d'arrondissement).

1815 : épuration des magistrats qui avaient servi Napoléon

1830 : épuration de la magistrature

1848 : épuration de la magistrature et projets de réformes de l'organisation judiciaire

25 avril 1848 : épuration du parquet et remise en cause de l'inamovibilité des juges.

Circulaire du 3 février 1852 : elle fixe à 70 ans l'âge de la retraite des magistrats.

Loi du 31 mai 1854 : suppression de la mort civile qui consistait à priver de tous droits civils le condamné pour crimes graves.

Loi du 13 mars 1863 : mise en place d'une correctionnalisation de certains crimes, afin d'obtenir de la part des juges professionnels des sanctions plus lourdes.

Décrets des 28 janvier et 3 février 1871 : destitution de nombreux magistrats.

Décret du 2 mai 1876 : création d'un concours annuel pour les attachés du parquet.

Le **29 mars 1880**, deux décrets frappent les congrégations religieuses : dissolution, expulsion.

Loi du 30 août 1883 : épuration de la magistrature du parquet, celle du siège, et suspend l'inamovibilité. L'avancement devient la condition d'une augmentation de traitement. La cour de cassation est instituée Conseil supérieure de la magistrature.

Loi du 27 juillet 1884 (loi Naquet) : rétablissement du divorce.

1885 : loi sur la relégation des récidivistes.

Loi du 27 juillet 1898 : elle protège les travailleurs salariés lors des accidents du travail.

Loi du 1^{er} juillet 1901 : elle établit la liberté d'association.

Loi du 9 décembre 1905 : elle établit la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Décret du 18 août 1906 (décret Sarrien) : il institue le concours pour entrer dans la magistrature ainsi que le tableau d'avancement.

Décret du 18 février 1908 : il transforme le concours en un examen professionnel sur épreuve pratique.

Loi du 17 mars 1909 (loi Cordelet) : elle affirme l'unité et la valeur du fonds de commerce.

Loi du 22 juillet 1912 : elle institue le tribunal pour enfants et adolescents pour juger les mineurs de 13 à 18 ans et met en place la liberté surveillée.

Loi du 28 avril 1919 : première tentative pour réorganiser la carte judiciaire.

Les deux **décrets lois du 3 septembre 1926** suppriment les tribunaux de première instance, les remplacent par des sections établies à l'intérieur d'un tribunal départemental, et regroupent des justices de paix.

Loi du 22 août 1929 : elle maintient le principe du tribunal départemental en créant autant de sections qu'il existait antérieurement à 1926 de tribunaux d'arrondissement.

Loi du 16 juillet 1930 : suppression des tribunaux départementaux et transformation des sections en tribunal d'instance.

1938 : suppression des derniers bagnes.

Loi du 18 février 1938 : suppression de l'incapacité juridique de la femme mariée.

1940 : épuration de la magistrature.

Loi du 25 novembre 1941 : elle associe le jury et la cour dans la délibération sur la culpabilité et la peine.

Circulaire du 21 mars 1942 sur la détention provisoire des mineurs.

Loi du 22 septembre 1942 : elle fait disparaître au sein du mariage la puissance maritale et augmente la capacité de la femme mariée.

Ordonnance du 9 août 1944 : elle rétablit la légalité républicaine : épuration du corps judiciaire, mise en place de tribunaux d'exception (cour de justice, chambre civique).

Ordonnance du 2 février 1945 : création de postes de juges des enfants et suppression de la distinction d'âge entre les mineurs.

Constitution du 27 octobre 1946 : mise en place le Conseil supérieur de la magistrature.

Loi du 1^{er} septembre 1948 : elle régleme le montant des loyers d'habitation et la durée du bail.

1958 : nouvelle organisation de la justice.

Glossaire

Sources :

<http://dictionnaire-juridique.com>

FARCY Jean-Claude, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires 1800-1958*, CNRS, 1992, 1175 p. (cote 60 Bi 297, A.D.I.V.)

Archives départementales d'Indre-et-Loire, *Répertoire numérique de la série U*, Tours, 2002, p. 447-453.

Acceptation ou renonciation sous bénéfice d'inventaire

Lors d'une succession, les héritiers peuvent accepter ou renoncer à leur héritage. En cas d'acceptation, ils ne peuvent rembourser les dettes au-delà de la valeur des biens inventoriés. Lors de dettes trop importantes, les héritiers peuvent refuser l'héritage. Ces déclarations doivent se faire au greffe qui les consigne dans un registre.

Actes de justice

Actes faits en justice et qui émanent des juges ou des officiers ministériels.

Assistance judiciaire

Aide financière (droits d'enregistrement, de timbre, honoraires et émoluments) avancée aux personnes admises à l'assistance judiciaire. Ce droit est décidé par le bureau d'assistance judiciaire.

Bénéfice d'inventaire (renonciation ou acceptation de successions sous)

Droit pour un héritier de ne supporter les dettes successorales que dans la limite de l'actif qu'il recueille. Les acceptations et renonciations sont faites au greffe du tribunal civil dans l'arrondissement duquel la succession est ouverte.

Brevet des fonctionnaires

Les commissions ou brevets sont des actes par lesquels tout citoyen est autorisé à exercer une fonction d'intérêt public. Ils sont enregistrés par les greffiers des tribunaux de première et de grande instance. Sont concernés certains fonctionnaires ou agents employés par l'Etat, responsables de la gestion des Domaines et du patrimoine national, tels que les préposés des Contributions directes, des Eaux et Forêts, des Douanes. Il s'agit aussi des professionnels de la santé, des employés d'octroi, des officiers publics et ministériels, des gardes républicains, des imprimeurs et libraires, etc.

Cautionnement des prévenus

Les prévenus, mis en liberté provisoire, sont obligés de verser une certaine somme ou « caution », comme garantie de leur présence aux différentes convocations devant les juges.

Chambre du Conseil

Audience publique à huis clos, seuls y sont admis les magistrats et les parties et/ou leurs représentants. Elle statue dans toutes affaires civiles et exceptionnellement en matière contentieuse.

Citation

Acte de procédure, signifié par huissier, par lequel une personne est sommée de se présenter devant un juge ou un tribunal. La citation comporte l'identité des parties requérantes et requises, la nature de la demande, le tribunal, le jour et l'heure de l'audience.

Commission arbitrale

Les commissions arbitrales ne sont compétentes qu'en matière civile. Elles ont pour mission de régler à l'amiable les litiges entre particuliers ou entre ceux-ci et l'Etat, sans comparution au tribunal. Les arbitres sont des personnes privées investies d'une autorité morale ou technique. Tout comme pour les conciliations, des experts sont parfois sollicités pour éclairer les débats.

Commission des fonctionnaires

Voir : Brevet des fonctionnaires.

Commission rogatoire

Acte par lequel un magistrat délègue des pouvoirs à un autre magistrat, juge de paix ou d'instruction par exemple, ou à un officier de police judiciaire, exerçant dans une autre circonscription judiciaire, et par lequel il lui demande d'exécuter à sa place un acte d'instruction.

Conseil de famille

Assemblée de parents et d'amis d'un mineur ou d'un majeur sous tutelle (interdit ou absent). Réunie sous la présidence du juge de paix, elle est chargée de veiller aux intérêts de la personne protégée et d'autoriser son tuteur à accomplir certains actes.

Conseil judiciaire

Personne nommée par le tribunal pour représenter des personnes frappées d'interdiction judiciaire.

Contribution (distribution par)

Procédure qui consiste à répartir les sommes restant d'une saisie mobilière ou immobilière entre les créanciers, sans garantie de leurs créances (dits chirographaires).

Déchéance de puissance paternelle

Procédure mise en place en vue de la protection des enfants. Les parents peuvent être déchus de leur autorité parentale dans le cas où ils sont condamnés (crimes ou délits), ou bien en cas de mauvais traitement sur leurs enfants.

Déclaration affirmative

Déclaration faite par un tiers saisi des sommes qu'il peut devoir ou des objets qu'il détient appartenant au débiteur saisi. Elle indique la nature, la cause et le caractère de la dette, la date de son exigibilité, les comptes versés et les diverses oppositions qui ont été faites.

Défaut et congé de comparaître

Acte du greffe délivré au demandeur quand le défendeur ne s'était pas présenté (défaut de comparaître) ou au défendeur dans le cas inverse (congé faute de comparaître). Cet acte a cessé d'être utilisé dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Délaissement par hypothèque

Abdication de la possession (mais non de la propriété) de fait de l'immeuble hypothéqué aux créanciers, par déclaration faite au greffe du tribunal où est situé l'immeuble.

Dépôt (acte de)

Le greffier doit rédiger un acte de dépôt pour toutes les pièces déposées au greffe (rapports d'expert, sentences arbitrales, copies collationnées pour la purges des hypothèques légales, etc.).

Exploit d'huissier

Acte rédigé et signifié par un huissier. Il assure ainsi une formalité de procédure (assigner une partie devant le tribunal, notifier les faits ou de contraindre à l'exécution d'une condamnation ou d'une obligation). Cet acte peut également servir de preuve en cas de litige.

Expropriation pour cause d'utilité publique

Disposition du droit permettant d'enlever à un particulier sa propriété en échange d'une indemnité, lorsque l'intérêt public l'exige.

Insinuation des donations entre vifs

Formalité qui consiste à enregistrer les donations entre vifs afin de les rendre public et éviter toute fraude.

Interdiction judiciaire

Situation juridique provoquée par le ministère public en cas d'atteinte à la sûreté publique ou dans l'intérêt de la personne concernée. Celle-ci est privée de ses droits juridiques, et est placée sous l'autorité d'un tuteur chargé de la représenter dans tous les actes de la vie civile.

Levée des cadavres

Les procès-verbaux de levées de cadavres sont établis par les juges de paix ou la gendarmerie, à la demande du procureur, afin de déterminer les causes de la mort. A ces procès-verbaux sont souvent annexés les rapports des médecins chargés d'examiner les corps. Lorsque la mort n'est pas due à une cause violente, l'affaire est classée sans suite.

Liquidation de congrégation religieuse

La loi du 1^{er} juillet 1901 permet la dissolution des congrégations religieuses non autorisées par une loi. Un liquidateur est nommé par le tribunal de première instance. Celui-ci doit informer le procureur de l'avancement de la liquidation.

Liquidation de partage

Lors d'une succession ou d'une dissolution de société en indivision (droit détenu par plusieurs propriétaires), il est procédé à la liquidation de l'actif mobilier ou immobilier par une vente judiciaire, puis au partage entre les différents héritiers ou propriétaires.

Liquidation judiciaire

Phase particulière de la procédure de mise en faillite qui intervient quand une entreprise n'a plus d'avenir économique et ne peut ni être maintenue ni vendue. Les créanciers peuvent accorder une remise partielle de la dette (concordat) et une négociation est établie pour que le délai de paiement des créances restantes. Dans le cas contraire, le failli peut bénéficier sur requête et par jugement du tribunal d'une liquidation judiciaire. Ses biens, c'est-à-dire l'actif, ne sont pas saisis. Ils sont réalisés par la vente pour être convertis en argent liquide, sous le contrôle du liquidateur. L'actif ainsi obtenu sert à payer le passif.

Ordres

Dans le cas d'une saisie mobilière ou immobilière, la procédure d'ordre vise à établir les créanciers prioritaires, dits hypothécaires ou privilégiés, qui ont garantie sur leurs créances. L'ordre peut être amiable (avec médiation du juge depuis 1858) ou judiciaire lorsque les parties n'ont pu s'entendre.

Pointes (registres de)

Ces registres servent à contrôler la présence des magistrats aux audiences et à la durée de celle-ci.

Pupille de la Nation

Les jugements d'adoption par la Nation sont prononcés le tribunal de première instance, avec mention portée en marge de l'acte de naissance.

Purge légale

Procédure par laquelle le tiers acquéreur d'un immeuble hypothéqué offre aux créanciers hypothécaires de leur verser le montant du prix d'acquisition ou de la valeur de l'immeuble, s'il l'a acquis à titre gratuit, afin de libérer l'ensemble des hypothèques qui le grèvent. Le procureur est tenu de sauvegarder l'intérêt des incapables (mineurs, femmes mariées, interdits ou aliénés) et de prendre en leur nom inscription de leur hypothèque légale sur les immeubles de leurs représentants (biens des maris pour les femmes mariées ou des tuteurs pour les mineurs et interdits).

Qualité

Un jugement civil se compose de deux parties : la minute rédigée par le juge assisté de son greffier et la qualité rédigée par l'avoué de la partie gagnante. La qualité résume les circonstances de l'affaire qui ont précédé le jugement et énonce les questions posées au tribunal. Elle contient l'identité des parties, de leurs avoués et leurs conclusions.

Référé (ordonnance de)

Procédure simplifiée portée devant un juge unique, le président du tribunal de première instance, afin de faire juger provisoirement et rapidement des affaires urgentes ou en cas de difficultés relatives à l'exécution d'un jugement.

Requête (jugement ou ordonnance sur)

L'ordonnance sur requête est une décision prise en urgence par le juge seul, en l'occurrence le président du tribunal civil, sur une affaire civile contentieuse opposant des particuliers. La requête est rarement du fait du ministère public qui se constitue alors partie jointe. Seule la partie demanderesse est convoquée. Lorsque les deux parties sont convoquées, il s'agit d'ordonnance sur référé. L'ordonnance sur requête ne statue pas sur le fonds de l'affaire mais promulgue des mesures urgentes quant au déroulement de la procédure. Elle a donc un caractère intermédiaire et provisoire au profit de la partie demanderesse.

Le jugement sur requête est une décision collégiale prise en chambre du conseil, présidée par le président du tribunal civil. Ce type de jugement intéresse en priorité les affaires civiles gracieuses et plus rarement contentieuses. Dans le dernier cas, il s'agit d'affaires familiales contradictoires ou d'affaires où le ministère public joue son rôle de protecteur envers les personnes vulnérables comme les mineurs ou les aliénés.

Rôle des causes

Les rôles permettent d'établir l'ordre dans lequel les causes seront appelées à l'audience. Lorsqu'une affaire est extraite du rôle, celle-ci est suspendue jusqu'à nouvel ordre.

Serment

Le serment professionnel est prêté par le personnel de justice ainsi que certains fonctionnaires assermentés (agents de change, avoués, commissaires de police, employés des contributions directes et des douanes, gendarmes, notaires, etc.). Il se fait devant le tribunal de première instance.

Tiers-saisi

En cas de saisie des biens mobiliers ou immobiliers mis en liquidation, le tiers-saisi est la personne qui met en réserve la somme due à la demande du créancier et avec autorisation légale. Il veille à la sauvegarde des créances et s'en porte garant. Cette procédure s'appelle une saisie-arrêt sur créances. L'acte est rédigé par un huissier. Après le jugement de validité autorisant la saisie, le tiers-saisi est tenu de verser les sommes dues par le débiteur entre les mains du créancier.

Vente immobilière judiciaire

Il s'agit d'une vente volontaire, à distinguer de la vente immobilière sur saisie. Il peut s'agir de ventes d'immeubles appartenant à des mineurs ou des interdits judiciaires, de ventes sur licitation (immeubles dans l'indivision), ou à la suite d'une succession, de dissolution de communauté, etc.

Voyage (affirmation de)

Afin de percevoir le remboursement des frais occasionnés par le procès, les parties dont le domicile est éloigné du tribunal doivent affirmer au greffe que le voyage n'a été réalisé que dans l'intérêt du procès. Souvent consignés dans des registres, ils contiennent l'identité des comparants et avoués et le motif de la procédure.

Annexe 4

Table de concordance du 3 U 1

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
1001	697	1039	726
1002	698	1040	727
1003	681	1041	728
1004	682	1042	729
1005	683	1043	730-731
1006	684	1044	732
1007	685	1045	733
1008	686	1046	734
1009	687	1047	735
1010	688	1048	736
1011	689	1049	737
1012	690	1050	738
1013	691	1051	739
1014	692	1052	740
1015	693	1053	741
1016	695	1054	742
1017	699	1055	743
1018	700	1056	744
1019	701	1057	745
1020	702	1058	746
1021	703	1059	747
1022	708	1060	748
1023	708	1061	749
1024	709	1062	750
1025	711	1063	751
1026	712	1064	752
1027	713	1065	753
1028	715	1066	754
1029	716	1067	755
1030	717	1068	756
1031	718	1069	757
1032	719	1070	758
1033	720	1071	759
1034	721	1072	760
1035	722	1073	761
1036	723	1074	762
1037	724	1075	763
1038	725	1076	764

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
1077	765	1120	808
1078	766	1121	809
1079	767	1122	810
1080	768	1123	811
1081	769	1124	812
1082	770	1125	813
1083	771	1126	814
1084	772	1127	815
1085	773	1128	816
1086	774	1130	817
1087	775	1131	818
1088	776	1132	819
1089	777	1133	820
1090	778	1134	821
1091	779	1135	822
1092	780	1136	823
1093	781	1137	824
1094	782	1138	825
1095	783	1140	826
1096	784	1141	827
1097	785	1142	828
1098	786	1143	828
1099	787	1144	829
1100	788	1145	830
1101	789	1146	831
1102	790	1147	832
1103	791	1148	833
1104	792	1149	834
1105	793	1150	835
1106	794	1151	836
1107	795	2001	1117-1118
1108	796	2002	1118-1119
1109	797	2003	1120-1121
1110	798	2004	1121-1122
1111	799	2005	1123-1124
1112	800	2006	1124
1113	801	2007	1125
1114	802	2008	1126-1128
1115	803	2009	1126, 1128
1116	804	2010	1129
1117	805	2011	1130-1131
1118	806	2012	1131-1132
1119	807	2013	1133

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
2014	1134-1135	2047	1110
2015	1136-1137	2048	1111
2016	1138-1139	2049	1115-1116
2017	1140-1141	2050	1112-1114
2018	1142-1143	4001	461, 544, 576, 648, 656-657, 678, 714, 857, 1308
2019	1143	4002	461, 531, 576, 648, 656, 678, 714
2020	1144-1145	4003	461, 531, 576, 678, 715
2021	1146	4004	461, 532, 555, 576, 648, 678, 716
2022	1147-1148	4005	461, 532, 555, 576, 648, 678, 717, 941
2023	1149	4006	461, 533, 555, 576, 648, 718
2024	1150	4007	461, 533, 555, 648, 719, 941
2025	1151-1152	4008	461, 520, 533, 555, 576, 648
2026	1153	4009	461, 534, 555, 576, 648, 859
2027	1154	4010	461, 534, 555, 576, 648, 859
2028	1155	4011	461, 527, 534, 555, 648, 859
2029	1156	4012	461, 534, 555, 576, 648, 859
2030	1157-1158	4013	520, 528, 535, 556, 576, 648, 859
2031	1159	4014	462, 528, 535, 556, 576, 648, 859, 941
2032	1160-1161	4015	462, 528, 535, 556, 576, 648, 859, 941
2033	1161	4016	462, 528, 535, 556, 576, 648, 678, 860, 941
2034	1162	4017	462, 528, 536, 556, 648, 860
2035	1163	4018	462, 520, 528, 536, 648, 860, 941
2036	1164-1165	4020	462, 528, 536, 556, 576, 648, 860

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
4021	462, 528, 537, 556, 576, 648, 676, 733, 860, 941	4041	464, 542, 559, 576, 648, 864
4022	462, 528, 537, 556, 576, 648, 860, 941	4042	464, 542, 559, 576, 594, 647-648, 754, 864, 941
4023	462, 528, 537, 556, 576, 648, 861	4044	465, 542, 559, 594, 647-648, 756, 864, 941
4024	462, 528, 537, 557, 576, 648, 861, 941	4045	465, 542, 559, 647-648, 865, 941
4025	528, 538, 557, 576, 648, 861, 941	4047	466, 542, 559, 648, 759, 866, 941
4026	462, 528, 538, 557, 648, 861, 941	4048	466, 542, 559, 648, 760, 866, 941
4027	528, 538, 557, 648, 861, 941	4049	466, 542, 559, 648, 761, 866, 941
4028	463, 528, 538, 557, 576, 648, 740, 861, 941	4050	466, 543, 560, 576, 648, 762, 866, 938, 941
4029	463, 528, 539, 557, 648, 861, 941	4051	466, 543, 560, 576, 647-648, 867
4030	463, 520, 528, 539, 557, 648, 861	4052	467, 543, 560, 576, 647-648, 764, 867, 941
4031	463, 520, 528-529, 539, 557, 576, 618, 648, 861, 941, 1048	4053	467, 543, 560, 576, 648, 765, 867, 938, 941
4032	463, 520, 528-529, 539, 557, 648, 744, 862, 941, 1048	4054	467, 543, 560, 576, 594, 648, 868, 938, 941
4033	463, 528-529, 540, 558, 647-648, 862	4055	468, 544, 560, 576, 594, 648, 868, 938, 941
4034	463, 520, 528-529, 540, 558, 594, 648, 746, 862, 941	4056	284, 468, 520, 529, 544, 560, 648, 868, 938, 941
4036	463, 528-529, 541, 558, 576, 648, 748, 863	4057	284, 468, 529, 544, 560, 594, 648, 769, 868, 938, 941
4037	463, 520, 528-529, 541, 558, 576, 594, 648, 749, 863	4058	468, 529, 544, 560, 648, 868, 938, 941
4038	463, 528-529, 541, 558, 576, 647-648, 750, 863	4059	469, 529, 544, 560, 576, 648, 868, 938, 941
4039	464, 528-529, 541, 559, 576, 648, 863, 941	4060	469, 529, 544, 560, 576, 649, 772, 869, 938, 941
4040	464, 528-529, 541, 559, 576, 647-648, 864, 941	4061	469, 529, 544, 561, 576, 594, 647, 649, 869, 938, 941

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
4062	469, 529, 544, 561, 647, 649, 869, 938, 941	4078	472, 521, 529, 547, 562, 649, 875, 938, 941, 1049
4063	470, 529, 545, 561, 576, 649, 869, 938, 941	4079	472, 521, 529, 547, 563, 649, 875, 938, 1049
4064	470, 529, 545, 561, 576, 649, 776, 870, 938, 941	4080	472, 521, 529, 547, 563, 576, 650, 875, 938, 1049
4065	470, 529, 545, 561, 649, 870, 938, 941	4081	472, 521, 529, 547, 563, 576, 650, 876, 938, 1049
4067	470, 520, 529, 545, 561, 576, 649, 870, 938, 941, 1048	4082	284, 472, 521, 529, 547, 563, 576, 650, 876, 938, 941, 1049
4068	470, 520, 529, 545, 561, 649, 576, 649, 780, 871, 938, 941, 1048	4083	284, 472, 521, 529, 547, 563, 576, 650, 877, 938, 941, 1049
4069	470, 520, 529, 545, 561, 576, 649, 678, 871, 938, 941, 1048	4084	473, 521, 529, 547, 563, 576, 650, 877, 938, 941, 1049
4070	471, 520, 529, 546, 561, 576, 649, 782, 871, 938, 1048	4085	473, 521, 527, 529, 547, 564, 576, 650, 878, 938, 941, 1049
4071	279, 471, 520, 529, 546, 562, 647, 649, 678, 872, 938, 941, 1048	4086	473, 522, 529, 547, 564, 576, 650, 878, 938, 941, 1049
4072	471, 520, 529, 546, 562, 576, 647, 649, 872, 938, 941, 1048	4087	279, 473, 522, 529, 547, 564, 576, 650, 678, 879, 939, 941, 1049
4073	471, 520, 529, 546, 562, 576, 649, 872, 938, 1048	4088	279, 474, 522, 529, 547, 564, 576, 650, 678, 879, 939, 941, 1049
4074	471, 520, 529, 546, 562, 576, 649, 873, 938, 941, 1048	4089	280, 474, 522, 529, 547, 564, 576, 650, 678, 880, 939, 941, 1049
4075	471, 520, 529, 546, 562, 647, 649, 873, 938, 1048	4090	474, 522, 529, 548, 565, 576, 650, 880, 939, 941, 1050, 1078
4076	284, 471, 521, 529, 546, 562, 576, 649, 873, 938, 1048	4091	241, 280, 449, 474, 522, 529, 548, 565, 576, 650, 881, 939, 941, 1050
4077	471, 521, 529, 547, 562, 576, 649, 874, 938, 1048, 1078	4092	279-280, 449, 474, 522, 548, 565, 576, 650, 881, 939, 941, 1050, 1078

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
4093	241, 279, 475, 522, 548, 565, 576, 650, 882, 939, 941, 1050	2538	1216
4094	475, 522, 548, 566, 576, 650, 882, 939, 941, 1050, 1078	2539	1217
4095	475, 522, 527, 548, 566, 576, 650, 833, 939, 941, 1050	2540	1218
2503	1178	2541	1219
2504	1179	2542	1220
2505	1180	2543	1221
2506	1181	2544	1222
2507	1182	2545	1223
2508	1183	2546	1224
2509	1184	2547	1225
2510	1185	2548	1226
2511	1189	2549	1227
2512	1190	2550	1228
2513	1191	2551	1229
2514	1192	2552	1230
2515	1193	2553	1231
2516	1194	2554	1232
2517	1195	2555	1233
2518	1196	2556	1234
2519	1197	2557	1235
2520	1198	2558	1236
2521	1200	2559	1237
2522	1201	2560	1238
2523	1202	2561	1239
2524	1203	2562	1240
2525	1204	2563	1241
2526	1205	2564	1242
2527	1206	2565	1243
2528	1207	2566	1244
2529	1208	2567	1245
2530	1209	2568	1246
2531	1210	2569	1247
2532	1211	2570	1248
2532	1212	2571	1249
2534	1213	2572	1250
2536	1214	2573	1251
2537	1215	2574	1252

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
2575	1253	2618	1296
2576	1254	2619	1297
2577	1255	2620	1298
2578	1256	2621	1299
2579	1257	2622	1300
2580	1258	2623	1301
2581	1259	2624	1302
2582	1260	2625	1303
2583	1261	2626	1304
2584	1262	2627	cote manquante
2585	1263	2628	cote manquante
2586	1264	3001	1412
2587	1265	3002	1413
2588	1266	3003	1414
2589	1267	3004	1415
2590	1268	3005	1416
2591	1269	3006	1417
2592	1270	3007	1418
2593	1271	3008	1419
2594	1272	3009	1420
2595	1273	3010	1421
2596	1274	3011	1422
2597	1275	3012	1423
2598	1276	3013	1424
2599	1277	3014	1425
2600	1278	3015	1426
2601	1279	3016	1427
2602	1280	3017	1428
2603	1281	3018	1429
2604	1282	3019	1430
2605	1283	3020	1431
2606	1284	3021	1432
2607	1285	3022	1433
2608	1286	3023	1434
2609	1287	3024	1435
2610	1288	3025	1436
2611	1289	3026	1437
2612	1290	3027	1438
2613	1291	3028	1439
2614	1292	3029	1440
2615	1293	3030	1441
2616	1294	3031	1442
2617	1295	3032	1443

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
3033	1444	3076	1487
3034	1445	3077	1488
3035	1446	3078	1489
3036	1447	3079	1490
3037	1448	3080	1491
3038	1449	3081	1492
3039	1450	3082	1493
3040	1451	3083	1494
3041	1452	3084	1495
3042	1453	3085	1496
3043	1454	3086	1497
3044	1455	3087	1498
3045	1456	3088	1499
3046	1457	3089	1500
3047	1458	3090	1501
3048	1459	3091	1502
3049	1460	3092	1503
3050	1461	3093	1504
3051	1462	3094	1505
3052	1463	3095	1506
3053	1464	3096	1507
3054	1465	3097	1508
3055	1466	3098	1509
3056	1467	3099	1510
3057	1468	3100	1511
3058	1469	3101	1512
3059	1470	3102	1513
3060	1471	3103	1514
3061	1472	3104	1515
3062	1473	3105	1516
3063	1474	3106	1517
3064	1475	3107	1518
3065	1476	3108	1519
3066	1477	3109	1520
3067	1478	3110	1521
3068	1479	3111	1522
3069	1480	3112	1523
3070	1481	3113	1524
3071	1482	3114	1525
3072	1483	3115	1526
3073	1484	3116	1527
3074	1485	3117	1528
3075	1486	3118	1529

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
3119	1531	3162	1577
3120	1532	3163	1578
3121	1533	3164	1579
3122	1534	3165	1580
3123	1535	3166	1581
3124	1536	3167	1582
3125	1537	3168	1583
3126	1538	3169	1584
3127	1539	3170	1585
3128	1540	3171	1586
3129	1541	3172	1587
3130	1542	3173	1588
3131	1543-1544	3174	1589
3132	1545	3175	1590
3133	1546	3176	1591
3134	1547	3177	1592
3135	1548	3178	1593
3136	1549	3179	1594
3137	1550	3180	1595
3138	1551	3181	1596
3139	1552	3182	1597
3140	1553	3183	1598
3141	1554	3184	1599
3142	1555	3185	1600
3143	1556	3186	1601
3144	1557	3187	1602
3145	1558-1559	3188	1603
3146	1560-1561	3189	1604
3147	1562	3190	1605
3148	1563	3191	1606
3149	1564	3192	1607
3150	1565	3193	1608
3151	1566	3194	1609
3152	1567	3195	1610
3153	1568	3196	1611
3154	1569	3197	1612
3155	1570	3198	1613
3156	1571	3199	1614
3157	1572	3200	1615
3158	1573	3201	1616
3159	1574	3202	1617
3160	1575	3203	1618
3161	1576	3204	1619

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
3205	1620	3248	1665
3206	1621	3249	1666
3207	1622	3250	1667
3208	1623	3251	1668
3209	1624	3252	1669
3210	1625	3253	1670
3211	1626	3254	1671
3212	1627	3255	1672
3213	1628	3256	1673
3214	1629	3257	1674
3215	1630	3258	1675
3216	1631	3259	1676
3217	1632	3260	1677
3218	1633	3261	1678
3219	1634	3262	1679
3220	1635	3263	1680
3221	1636	3264	1681
3222	1637	3265	1682
3223	1638	3266	1683
3224	1640	3267	1684
3225	1641	3268	1685
3226	1642	3269	1686
3227	1643	3270	1687
3228	1644	3271	1688
3229	1645	3272	1689
3230	1646	3273	1690
3231	1647	3274	1691
3232	1648	3275	1692
3233	1649	3276	1693
3234	1650	3277	1694
3235	1651	3278	1694
3236	1652	3279	1695
3237	1653	3280	1696
3238	1654	3281	1697
3239	1655	3282	1698
3240	1656	3283	1699
3241	1657	3284	1700
3242	1658	3285	1701
3243	1659	3286	1702
3244	1660	3287	1703
3245	1661	3288	1704
3246	1662-1663	3289	1705
3247	1664	3290	1706

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
3291	1707	3334	1777
3292	1708	3335	1778
3293	1709	3336	1779
3294	1710	3337	1780
3295	1711	3338	1781
3296	1712	3339	1782
3297	1713	3340	1783
3298	1714	3341	1784
3299	1715	3342	1785
3300	1716	3343	1786
3301	1717	3344	1787
3302	1718	3345	1788
3303	1719	3346	1789
3304	1720	3347	1790
3305	1721	3348	1791
3306	1722	3349	1792
3307	1723	3350	1795
3308	1724	3351	1796
3309	1725	3352	1797
3310	1726	3353	1798
3311	1727	3354	1799
3312	1728	3355	1800
3313	1729	3356	1801
3314	1730	3357	1802
3315	1731	3358	1803
3316	1732	3359	1804
3317	1733	3360	1805
3318	1734	3361	1806
3319	1735	3362	1807
3320	1736	3363	1808
3321	Cote rapatriée en série W	3364	1809
3322	Cote rapatriée en série W	3365	1810
3323	1766	3366	1811
3324	1767	3367	1812
3325	1768	3368	1813
3326	1769	3369	1814
3327	1770	3370	1815
3328	1771	3371	1816
3329	1772	3372	1817
3330	1773	3373	1818
3331	1774	3374	1819
3332	1775	3375	1820
3333	1776	3376	1821

Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes	Ancienne cote	Correspondance avec les nouvelles cotes
3377	1821	3385	1829
3378	1822	3386	1830
3379	1823	3387	1831
3380	1824	3388	1832
3381	1825	3389	1834
3382	1826	3390	1838
3383	1827	3391	1839
3384	1828		

Annexe 5

Tableau des magistrats nommés au Tribunal de première instance de Fougères (classement par date de nomination)

La base de données Annuaire rétrospectif de la magistrature XIX^e-XX^e siècles, réalisé en 2010 par Jean-Claude Farcy (Université de Bourgogne/CNRS) permet une recherche des magistrats par juridiction en métropole, dans les colonies ou en Afrique du Nord), par lieu d'exercice et par fonction exercée.

URL : <http://tristan.u-bourgogne.fr/AM.html>

Nom	Prénom	Fonction	Date de nomination
<u>Martin Métairie</u>		Juge suppléant	05/04/1816
<u>Mabile père</u>		Juge suppléant	05/04/1816
<u>Guérault</u>	Louis François Geneviève	Juge d'instruction	04/11/1818
<u>Couyer de la Ménardière</u>		Juge suppléant	10/01/1821
<u>Feval</u>	Auguste Marie René	Juge auditeur	09/03/1826
<u>Trotry de la Touche</u>	Alexandre Pierre	Président	22/03/1826
<u>Lecours de la Villetbassetz</u>	Frédéric Prosper	Procureur	17/05/1826
<u>Gohin</u>	Edouard Julien Louis	Substitut	05/07/1826
<u>Thibault</u>	Ange Marie	Juge	23/08/1826
<u>Charil Desmasures</u>	Hilaire	Juge auditeur	18/04/1827
<u>Gentil</u>	Alfred Victor Joseph Henri	Juge auditeur	23/01/1828
<u>Moulon (de)</u>	Antoine Eugène Mathieu	Juge auditeur	26/04/1830
<u>Bouessel de Lecousselle</u>		Procureur	23/08/1830
<u>Lefeuvre</u>	Fortuné Jean Louis	Substitut	08/10/1830
<u>Saucet</u>	Julien Jean Baptiste	Juge	08/10/1830
<u>Loysel</u>	François Jean Marie	Juge d'instruction	18/01/1831
<u>Jégo</u>	Vincent René	Procureur	11/11/1832
<u>Thomas</u>	Auguste Joseph Anne	Juge suppléant	04/02/1834
<u>Thomas</u>	Auguste Joseph Anne	Substitut	20/10/1834
<u>Martin (Ainé)</u>	François Aristide	Juge suppléant	27/09/1835
<u>Thomas</u>	Auguste Joseph Anne	Juge	12/02/1842
<u>Grolleau Villequeury</u>	Louis Charles Marie	Substitut	12/02/1842
<u>Couyer de la Chesnardière</u>	Joseph Pierre Ambroise	Juge suppléant	26/01/1843

<u>Guilhe Lacombe Devillers</u>		Substitut	16/02/1843
<u>Carbonel</u>	Pierre Alphonse	Substitut	07/03/1843
<u>Turin</u>	Ernest	Substitut	20/07/1843
<u>Guégot de Traoulen</u>	Joseph Ernest Théodore	Substitut	05/09/1845
<u>Gohin</u>	Edouard Julien Louis	Président	19/09/1848
<u>Labbé</u>	Olympe Jean Marie Pierre	Substitut	19/09/1848
<u>Le Bottu Desmortiers</u>	Léon	Procureur	20/03/1850
<u>Loysel</u>	Ferdinand Jean Marie Joseph	Juge	20/03/1850
<u>Jac</u>	Charles Henri	Substitut	16/06/1852
<u>Jenvrin</u>	Victor Gabriel	Juge d'instruction	08/09/1852
<u>Penquern (de)</u>	Jean Joseph Pierre Marie	Juge	05/02/1853
<u>Yzopt</u>	Emile Jules François Marie	Procureur	12/04/1854
<u>Maure</u>	Claude François Charles	Substitut	12/04/1856
<u>Lemercier de Morière</u>	Ferdinand Marie Michel	Juge	22/09/1856
<u>Jenvrin</u>	Victor Gabriel	Président	10/01/1857
<u>Tortelier</u>	Théophile François Marie René	Juge	10/01/1857
<u>Tortelier</u>	Théophile François Marie René	Juge d'instruction	18/03/1857
<u>Lasnier</u>	Sylvain Alfred	Substitut	11/04/1859
<u>Bernède</u>	Cyr Charles Joseph	Procureur	15/04/1859
<u>Haucour (d')</u>	Ludovic Ange Marie	Juge d'instruction	28/01/1860
<u>Jartel</u>	Joseph Marie Théodore	Substitut	06/05/1863
<u>Serville (de)</u>	Emmanuel Marie François Jacques	Juge	11/02/1865
<u>Jégo</u>	Aristide Marie	Juge suppléant	16/11/1866
<u>Souiller</u>	Charles Joseph	Procureur	09/01/1867
<u>Guillaumin</u>	Armand Gustave	Juge d'instruction	15/06/1867
<u>Espériès (d')</u>	Gabriel Henri Marie	Procureur	26/06/1867
<u>Marion de Procé</u>	Charles Jules	Substitut	25/08/1867
<u>Desbois</u>	Paul Etienne	Procureur	18/12/1867
<u>Rommaigne-Moricière</u>	Louis Marie Michel Paul	Président	11/01/1868
<u>Costard</u>	Louis Marie Joseph	Substitut	28/08/1869
<u>Lecomte</u>	Ernest Adolphe André	Substitut	26/10/1869
<u>Bussy</u>	Félix	Juge d'instruction	25/04/1873
<u>Marrot</u>	Charles Edouard	Substitut	06/07/1874
<u>Boistard</u>	Henri François Narcisse	Président	17/04/1877

<u>O'Murphy</u>	Charles Jean Baptiste Marie	Juge d'instruction	18/10/1877
<u>Viardot</u>	Jules Prosper	Substitut	04/01/1878
<u>Ollivier</u>	Louis Félix Marie	Substitut	12/06/1879
<u>Jégo</u>	Aristide Marie	Juge d'instruction	17/10/1879
<u>Pluyette</u>	Charles Paul	Substitut	02/09/1880
<u>Guignard</u>	Alfred Marie	Procureur	15/02/1881
<u>Palvadeau</u>	Auguste Louis	Juge	28/06/1881
<u>Le Carpentier</u>	Paul Cyrille Romuald Louis	Substitut	31/10/1882
<u>Savidan</u>	Adolphe Alexis François Marie	Juge	01/05/1883
<u>Allain</u>	Ernest Marie	Juge	20/10/1883
<u>Jégo</u>	Aristide Marie	Président	20/10/1883
<u>Savidan</u>	Adolphe Alexis François Marie	Juge d'instruction	20/10/1883
<u>Dagnet</u>	Joseph Lucien Michel	Juge	21/12/1883
<u>Huet-Labrousse</u>	Gustave	Juge d'instruction	12/04/1884
<u>Guesdon</u>	Adolphe Narcisse Marie	Procureur	03/05/1884
<u>Lorin</u>	Félix René Marie	Juge suppléant	04/01/1890
<u>Lepelletier</u>	René Paul Emile	Procureur	28/01/1890
<u>Gaspillart</u>	Henry Jean Mathurin	Président	28/04/1891
<u>Mériel-Bussy</u>	Henry Adolphe	Juge d'instruction	09/05/1891
<u>Guieysse</u>	Pierre Georges	Président	03/03/1894
<u>Déroyer</u>	René Marie	Juge suppléant	19/05/1896
<u>Simonnet</u>	Pierre Louis	Procureur	19/02/1898
<u>Bougon</u>	Emile Marie Paul	Procureur	12/05/1899
<u>Dancré</u>	Henri	Président	06/03/1900
<u>Gourdier des Hameaux</u>	Alfred	Procureur	08/05/1900
<u>Hattu</u>	Anatole Marie Roger	Juge	09/10/1900
<u>Déroyer</u>	René Marie	Juge suppléant rétribué	20/11/1900
<u>Terrot de Lavalette</u>	Etienne Charles Marie Victor Emile	Procureur	31/07/1901
<u>Aulanier</u>	Antoine	Juge	30/04/1902
<u>Bousquet de Florian (de)</u>	Gaston Henri	Procureur	14/10/1902
<u>Ferran</u>	Constant Sylvère	Procureur	27/02/1903
<u>Aulanier</u>	Antoine	Juge d'instruction	30/05/1903
<u>Lacaze</u>	Edouard	Juge	30/05/1903
<u>Mettetal</u>	Armand Georges Auguste	Président	30/05/1903

<u>Guihaire</u>	René Marie Pierre	Juge suppléant rétribué	13/08/1903
<u>Théry</u>	Arthur Henri	Président	13/02/1906
<u>Dairou</u>	Henri Alexandre	Juge suppléant rétribué	17/01/1907
<u>Couchepin</u>	Charles Léon	Procureur	21/08/1907
<u>Maysent</u>	Armand François Ambroise	Procureur	02/10/1907
<u>La Brousse (de)</u>	Léon Emile Auguste	Juge suppléant rétribué	10/06/1909
<u>Capillery</u>	Auguste Louis	Procureur	11/06/1910
<u>Cahierre</u>	Prosper Isidor François	Président	16/11/1911
<u>Lisbonne</u>	Joseph Emile	Procureur	12/05/1912
<u>Plessis</u>	Armand Claude Gaston	Juge suppléant rétribué	11/06/1912
<u>Le Meur</u>	Allain Marie	Juge	26/10/1912
<u>Aulanier</u>	Antoine	Juge	04/07/1913
<u>Le Meur</u>	Allain Marie	Juge d'instruction	04/07/1913
<u>Gony</u>	Etienne Joseph Gaudérique	Procureur	17/07/1913
<u>Thomé</u>	Xavier Louis Joachim Gustave	Procureur	08/09/1913
<u>Gauthier</u>	Henri Charles Philibert	Procureur	03/10/1914
<u>Jac</u>	Louis Jean Eugène	Juge	10/03/1917
<u>Jac</u>	Louis Jean Eugène	Juge d'instruction	06/04/1917
<u>Le Marant de Kerdaniel</u>	Casimir Joseph Marie Edouard	Juge	06/04/1917
<u>Plessis</u>	Jean Marie	Président	24/07/1917
<u>Marinier</u>	Henri Léonard Emile	Procureur	30/10/1917
<u>Le Marchand</u>	André Alphonse Marie Joseph	Juge	28/11/1917
<u>Loysel</u>	Ferdinand Louis François	Président	06/12/1917
<u>Merlin</u>	Alexandre Marius	Procureur	23/07/1918
<u>Jac</u>	Louis Jean Eugène	Juge	01/10/1918
<u>Le Marchand</u>	André Alphonse Marie Joseph	Juge d'instruction	01/10/1918
<u>Bertin</u>	Bruno Maurice	Président	14/02/1919
<u>Le Roux</u>	Félix	Juge	24/10/1919
<u>Galliet</u>	Georges	Président	10/03/1922
<u>Caillère</u>	Charles Louis	Juge	27/06/1922
<u>Droüart</u>	René Marie	Juge d'instruction	12/04/1923

<u>Bellet</u>	Maurice Paul Charles Marie	Président	01/07/1924
<u>Merlin</u>	Alexandre Marius	Président	10/12/1924
<u>Durand</u>	Henri Paul	Procureur	10/12/1924
<u>Aymeric</u>	François Elie	Juge	27/02/1925
<u>Caillère</u>	Charles Louis	Juge d'instruction	30/03/1925
<u>Plessis</u>	Armand Claude Gaston	Juge	24/09/1925
<u>Luzet</u>	Pierre Marie Etienne	Procureur	13/11/1925
<u>Caillère</u>	Charles Louis	Juge	25/03/1926
<u>Plessis</u>	Armand Claude Gaston	Juge d'instruction	25/03/1926
<u>Joncour</u>	André Ernest Prosper	Juge	13/09/1930
<u>Bellebon</u>	Francis Marcel Marie	Juge	13/09/1930
<u>Isnard</u>	Paul Louis Eugène Charles	Président	13/09/1930
<u>Bellebon</u>	Francis Marcel Marie	Juge d'instruction	24/10/1930
<u>Gouët</u>	Gabriel Emmanuel Edgard	Juge	27/12/1930
<u>Gouët</u>	Gabriel Emmanuel Edgard	Juge d'instruction	08/04/1931
<u>Le Guen</u>	Louis Célestin	Juge	23/09/1931
<u>Le Guen</u>	Louis Célestin	Juge d'instruction	24/10/1931
<u>Cotron</u>	Eugène	Président	23/06/1932
<u>Ollivier</u>	François Marie Maurice	Procureur	29/09/1935
<u>Vignaud</u>	Jacques Jules	Président	05/12/1935
<u>Chauchix</u>	Albert Joseph Marie	Juge	23/08/1937
<u>Chauchix</u>	Albert Joseph Marie	Juge d'instruction	22/10/1937
<u>Chedeville</u>	Robert Frédéric	Juge	08/10/1938
<u>Chauchix</u>	Albert Joseph Marie	Juge d'instruction	16/01/1941
<u>Chedeville</u>	Robert Frédéric	Juge	16/01/1941
<u>Housset</u>	Alfred Joseph Marie	Président	16/10/1941
<u>Cavellat</u>	Pierre Jean Joseph Marie	Président	03/04/1942
<u>Simon</u>	Alain	Juge	27/12/1944
<u>Chauchix</u>	Albert Joseph Marie	Juge des enfants	20/09/1945
<u>Michel</u>	Pierre Adolphe Jean	Juge	27/08/1946
<u>Michel</u>	Pierre Adolphe Jean	Juge d'instruction	12/10/1946
<u>Cavellat</u>	Pierre Jean Joseph Marie	Juge des enfants	26/11/1946
<u>Hervé</u>	Paul Louis Auguste	Président	03/11/1947
<u>Simon</u>	Alain	Juge	31/12/1947
<u>Hervé</u>	Paul Louis Auguste	Juge des enfants	23/01/1948

<u>Tarabeux</u>	François	Juge	16/06/1948
<u>Tarabeux</u>	François	Juge d'instruction	15/12/1948
<u>Tarabeux</u>	François	Juge d'instruction	22/02/1949
<u>Lautier</u>	Paul Marie René	Président	02/12/1949
<u>Lautier</u>	Paul Marie René	Juge des enfants	20/01/1950
<u>Daniel</u>	Alphonse Louis Emile Marie	Juge	03/02/1953
<u>Lestang du Rusquec (de)</u>	Emmanuel Joseph Roch Mario	Juge	23/03/1953
<u>Leschallier de Lisle</u>	Jean Damiens	Procureur	23/03/1953
<u>Lestang du Rusquec (de)</u>	Emmanuel Joseph Roch Mario	Juge d'instruction	11/07/1953
<u>Genicon</u>	Jean	Juge	29/03/1954
<u>Tirel</u>	Paul Emile Pierre	Procureur	14/05/1954
<u>Laigo</u>	Pierre Henri Joseph	Juge	07/12/1954
<u>Pierron</u>	Gérard Charles Emile	Procureur	03/02/1955
<u>Laigo</u>	Pierre Henri Joseph	Juge d'instruction	07/05/1955
<u>Oriou</u>	Patrick	Juge	07/02/1958